



*M<sup>me</sup> S. R. D. Bandaranaike s'adresse à la trente et unième Assemblée générale des Nations Unies à titre de Premier ministre et ministre de la Défense et des Affaires extérieures ainsi que de leader du Mouve-*

*ment des pays non alignés. Elle a décrit ce mouvement comme «une variante féconde en suspensions, récriminations et haines mutuelles...»*

miques, à la fois globaux et interdépendants, qui ont depuis inspiré les politiques des pays non alignés et des pays en développement. Il sont à l'origine des propositions sur le développement économique présentées lors des sixième et septième sessions extraordinaires et des vingt-neuvième et trentième sessions ordinaires de l'Assemblée générale et, à un degré moindre, des propositions soumises cette année à la quatrième CNUCED et à la Conférence sur la coopération économique internationale (CCEI). C'est également à partir d'eux qu'une solidarité a pu se bâtir sur certaines questions politiques, notamment celles relatives au Moyen-Orient et à l'Afrique australe. Les propositions issues de la conférence d'Alger méritent d'être étudiées et peuvent être résumées comme il suit:

— Le progrès de la détente Est-Ouest est le bienvenu, mais il ne doit pas se traduire par un simple déplacement de l'affrontement d'un secteur à un autre. La paix est indivisible; la détente restera précaire si elle ne tient pas compte des intérêts des tiers pays.

— D'où il ressort que les conflits mondiaux seront de plus en plus d'ordre économique, plutôt que d'ordre idéolo-

gique ou politique; ils opposeront les riches aux pauvres, les pays industrialisés aux pays en développement, le Nord au Sud.

— La sécurité internationale ne saurait être maintenue à moins qu'elle ne comporte une dimension économique qui garantisse à tous les pays le droit de mettre en œuvre leurs programmes de développement à l'abri de l'agression économique et de toute autre forme de pression. Les pays non alignés doivent unir leurs efforts à l'ONU en vue d'incorporer la sécurité économique au système de sécurité de l'Organisation.

— A l'exception de l'Afrique australe, où la situation demeure particulièrement critique, les institutions traditionnelles du colonialisme et de l'impérialisme ont à toutes fins utiles été éliminées; cependant, le néo-colonialisme, sous forme de sujétion politique et de domination économique est aussi présent et menaçant que par le passé.

— Le sionisme est à associer au colonialisme, au néo-colonialisme et à l'impérialisme. Les pays non alignés doivent suspendre, geler ou rompre «toutes relations avec le Portugal (avant 1975), l'Afrique du Sud, la Rhodésie et Israël» et dénoncer ces régimes dans toutes les